

La voix de l'opposition de gauche

Attali, dirigeant du PS et banquier, prédicateur de la barbarie

29 novembre 2011

Un article de Jacques Attali, dirigeant du PS et banquier de son état, paru le 28 novembre 2011 dans le portail Slate.fr. Le titre de cet article était La démocratie et le réel.

- *"Ainsi, nous dit-on, les démocraties européennes seraient moribondes. Elles seraient passées, au mieux, sous la tutelle de technocrates venus de Bruxelles ou de Francfort; au pire, sous celle des marchés. Et tout cela, naturellement, serait la faute de l'euro, de l'Union européenne, des banques et de bien d'autres gens. Pas la nôtre."*

Excusez-nous, la vôtre et pas *"la nôtre"*, on n'a pas élevé les cochons ensemble, les éleveurs de porcs qui n'appartiennent pas au milieu de ce banquier et que nous respectons, nous aurons compris, ainsi que ces braves bêtes qui nous ressemblent tant ou l'inverse. Tout ce que le capital compte d'institutions ou presque est innocent dans cette affaire, qui en douterait franchement ?

- *"En réalité, ce sont nos parlements démocratiquement élus, et nos gouvernements librement constitués, de gauche ou de droite, qui ont, depuis des décennies, voté et exécuté des budgets en déficit. Ce sont eux, qui, en particulier depuis 2008, ont fait exploser les déficits, mettant aujourd'hui nos pays entre les mains des marchés, c'est-à-dire des prêteurs. Et ce sont eux aussi qui, dans certains de nos pays, donnent maintenant mandat à des haut-fonctionnaires pour les gouverner."*

L'escroc est à la manoeuvre, l'un des rares talents des banquiers, il entonne le refrain sur le déficit en évitant soigneusement de pointer d'où il provient réellement, il le traite comme une abstraction en faisant disparaître les conditions qui en sont à l'origine dès 1973. Une fois posé cette abstraction, il peut lui faire dire n'importe quoi et l'imputer à n'importe qui, on a vu plus haut que les institutions européennes et les banquiers n'y étaient pour rien, il a trouvé le coupable, les parlements nationaux, cela tombe bien leur intention est justement de leur retirer jusqu'à la plus petite trace de souveraineté, un pur hasard, un peu comme les grands esprits sont voués à se rencontrer, cela tombe bien cette vermine est convaincue d'en faire partie.

Vous aurez remarqué la filouterie du philistin, plus haut il refusait d'admettre que *"les démocraties européennes"* étaient passées *"sous la tutelle"* des marchés, pour l'admettre mais pas n'importe comment, après en avoir fait endosser la responsabilité aux *"parlements démocratiquement élus"* et aux *"gouvernements librement constitués"*, qui seraient les seuls responsables des *"des budgets en déficit"*, pour venir à bout de ce sac de noeuds il faut se poser la question de savoir à qui profite réellement ce crime, au marché justement, tiens il a oublié de le signaler, un oubli sans doute.

A l'entendre les parlementaires auraient commis exprès ces déficits, c'est exact, ce qui l'est moins c'est qu'il laisse entendre que quelqu'un d'autre que les marchés serait le donneur d'ordre à qui ils profiteraient, on a beau chercher, on a trouvé personne d'autres que les voyous de la finance.

- *"Tout cela vient de ce que bien des gens ont oublié que la démocratie ne donne pas le droit de voter n'importe quoi, au nom de la sacro-sainte souveraineté du peuple; en particulier, elle ne permet pas aux parlementaires d'augmenter à l'infini les dépenses, tout en réduisant les recettes."*

Elle n'est que la meilleure façon de répartir librement des biens publics sous les contraintes de la rareté; comme le marché constitue la meilleure façon d'organiser le libre choix de biens privés sous la contrainte de rareté. "

Une fois établie la culpabilité des gouvernements et parlement précédents, dont il a fait partie, il leur fait la leçon comme si les uns et les autres avaient commis une erreur d'écolier et qu'ils ne savaient pertinemment pas ce qu'ils faisaient en augmentant la dette de l'Etat pour s'en servir ensuite comme moyen de chantage pour sabrer dans les budgets sociaux de l'Etat ou procéder à des privatisations, s'attaquer aux fonctionnaire. Et s'il nous fait le coup soudainement du type humble qui reconnaît indirectement avoir commis une erreur, c'est aussitôt pour se rattraper et légitimer une fois de plus le marché qui doit gérer la pénurie autant que la surproduction qui sont les produits de l'anarchie dans la production.

- "Parce que les matières premières et l'énergie sont rares; que le temps qui nous est imparti sur cette Terre l'est plus encore. Et que la liberté nous permet seulement de gérer au mieux notre vie, à l'intérieur de la prison du temps où nous emprisonne la condition humaine.

Pour gérer le plus intelligemment possible cette rareté, nous avons depuis des millénaires choisi d'utiliser la monnaie, parce qu'elle permet d'éviter la violence du pillage et les dangers du troc."

Obligé de sortir de ce cercle vicieux que son ami Strauss-Kahn n'aurait pas renié de crainte que la vérité jaillisse de ses contradictions, il n'a rien trouvé de mieux que de déballer un tas de contrevérités qu'ils partagent avec les altermondialistes et les fanatiques de la "décroissance" pour finir par une ode pathétique d'un faussaire en hommage à la monnaie digne, pour nous faire oublier que les guerres n'ont jamais cessé depuis que le capitalisme existe et qu'elles auraient eu un autre objectif que s'accaparer par la force les richesses d'autres peuples plus faibles, au passage il légitime la guerre de rapine en Irak, Afghanistan, Libye et ailleurs, passons sur le reste.

- "Quand le marché oublie cette contrainte de la rareté, il pousse, par mille moyens, les consommateurs à s'endetter. Et quand la démocratie l'oublie, l'Etat bascule lui aussi dans l'endettement. Et, quand elles oublient les limites de leurs missions, les banques commerciales organisent l'illusion de la disparition de la rareté et les banques centrales leur en fournissent les moyens. Trop de crédit. Trop d'émission monétaire. "

De quelle rareté parle-t-il ? Des matières premières ? Impossible, la planète en regorge contrairement à l'idée reçue, les océans occupent plus de 75% de la surface du globe terrestre et on en a sondé moins de 1%. Quel est le rapport entre la rareté et les consommateurs qui s'endettent ? On brûle camarades. Le rapport, c'est celui qui existe entre le revenu des "consommateurs" et les marchandises qu'ils peuvent acquérir ou non avec, donc par "rareté" il entendait la rareté des "consommateurs" solvables ou dont les revenus leur permettent d'accéder au marché sans s'endetter, ce qui est évidemment impossible quand il s'agit d'acquérir une voiture ou une habitation, exceptés pour la classe des privilégiés à laquelle appartient Attali. Ce qu'il omet de préciser, et pour cause, c'est que sans le recours à l'endettement, que ce soit l'Etat, les entreprises ou les particuliers, le capitalisme ne se serait jamais développé ou pas à cette allure.

Son allusion au rôle des banques centrales se double d'un non-dit, autre technique pour falsifier la réalité ou lui faire dire ce que l'on veut, il oublie de dire qu'elles ont changé de statuts au début des années 70 et que leurs statuts a évolué pour finir par ressembler à ceux de la Fed sous la tutelle de la BCE pour ce qui concerne les pays de la zone euro. Il y a un autre aspect encore plus cynique dans sa démonstration quand il affirme qu'il y a eu trop de crédit, car s'agissant des travailleurs, pour qu'il y ait crédit à un moment donné, souvenons-nous que la plupart n'y avaient pas accès jusqu'aux

années 80, il a fallu que les salaires et le niveau de vie des masses augmentent car les banquiers ou les organismes de crédit n'ont jamais prêté à des ouvriers réputés insolvable ou ayant tout juste de quoi survivre, donc ce que remet en cause ce parasite, c'est l'élévation de la condition ouvrière au cours des 3, 4 ou 5 décennies précédentes, se félicitant qu'à cette époque la "rareté" du crédit faisait loi.

L'air de rien, on a là la trame qui sert de toile de fond à la politique réactionnaire que les dirigeants du vieux monde veulent imposer à tous les peuples de l'Union européenne (et ailleurs). Mais là encore, ce fieffé coquin ne se rend même pas compte qu'en prônant la "rareté" du crédit, la baisse de la consommation, il scie la branche sur laquelle est assis le capitalisme !

- " Les circonstances nous poussent, pour un temps qu'il faut espérer bref, à continuer à nous en affranchir. Mais cela ne saurait durer: à un moment où un autre, la rareté reprendra ses droits: sur les marchés, par l'inflation; dans la démocratie par le défaut. Dans les deux cas, par la remise en cause de la liberté. Au nom de sa défense."

La "rareté" pour les uns, traduisons, le chômage de masse, la précarité généralisée, la pauvreté s'étendant à des couches de plus en plus nombreuses de la société, l'opulence pour les autres, c'est dit crûment, pire encore, pour y parvenir il faudra faire l'impasse sur la "liberté" nous dit-il, autrement dit, il nous promet une dictature de fer pour que lui et ses amis continuent de vivre comme avant. Mais rassurons-nous...

- "Nous n'en sommes pas encore là."

Pour l'éviter, il faut profiter des circonstances actuelles pour réfléchir aux limites que le réel impose à notre liberté: nous, pauvres humains, sommes limités dans les moyens dont nous disposons. A nous d'en faire le meilleur usage. De beaucoup mieux les répartir. Et de profiter au mieux de tout ce qui n'est pas rare, de tout ce qui augmente quand on le donne: les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les réseaux, lieux réels ou virtuels de rencontre, ont pris tant d'importance: ils sont les instruments de la circulation des biens non rares.

Alors, si on veut échapper un peu aux limites de notre condition, il faudra faire évoluer notre modèle de développement vers la consommation de ces biens non rares. Vers l'altruisme et le plaisir de faire plaisir. Un autre monde."

Extraordinaire, après avoir affirmé que dans l'avenir nous devrions nous passer de l'essentiel qu'il a décrété appartenir au domaine de la "rareté", il nous resterait pour nous consoler des valeurs subjectives telles que "les idées, la tendresse, l'amitié, le rire, l'amour", et encore, à l'état "virtuel le plus souvent, comment pourrait-il en être autrement dans une société aussi barbare, ajoutons, et à se taper sur le ventre !

Pour donner plus de véracité à son argumentaire qui fait en quelque sorte l'apologie de la barbarie à laquelle nous n'échapperons pas, si on ne liquide pas rapidement le capitalisme et la pourriture dans son genre, il le place sous le sceau du "réel", donc incontestable. Il pousse l'abjection jusqu'à se mettre au même niveau que les victimes innocentes de ce crime sciemment prémédité par les siens contre l'humanité, ne fait-il pas partie de ces "pauvres humains" qui disposent des mêmes "moyens" que la plèbe vouée au sacrifice pour que le capitalisme survive à cette crise, et qui n'a qu'à s'en prendre qu'à elle-même de connaître un si terrible destin.

Si on entre dans les détails, quand il évoque un "*meilleur usage*" des moyens dont nous disposons ou quand il nous invite à "*mieux les répartir*" une fois la "*rareté*" admise, il veut dire par là qu'il faudra mieux répartir la misère, tandis que lui et ses amis continueront de profiter de ce qui est superflu, la plus-value produite par les travailleurs qu'ils monopoliseront comme jamais dans le passé, en tout cas, jamais sur une échelle aussi colossale, celle de l'humanité tout entière rendue à l'état d'esclave du capital.

Quel cynisme, n'est-ce pas ? A vous glacer les os, non ? Son article méritait amplement le titre que j'y ai donné, non ?